

Ecole Nationale Supérieure Mécanique & Aérotechnique

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2020)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2020)

Au Conseil d'administration

Ecole Nationale Supérieure Mécanique & Aerotechnique

Téléport 2 - 1 Avenue Clément Ader

BP 40109

86961 FUTUROSCOPE-CHASSENEUIL

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par délibération du Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Ecole Nationale Supérieure Mécanique & Aerotechnique relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 34, place Viarme C.S. 90928, 44009 Nantes Cedex 1
Téléphone: +33 (0)2 51 84 36 36, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et notamment pour ce qui concerne la comptabilisation des subventions sur contrat de recherche.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l'Ordonnateur et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux autorités de tutelle, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de nous prononcer sur la sincérité et la concordance des données budgétaires avec les comptes annuels.

Responsabilités de l'Ordonnateur, de l'Agent comptable et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels

Il appartient à l'Agent comptable en relation avec l'Ordonnateur, d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, ainsi qu'à l'Ordonnateur et l'Agent comptable de mettre en place les dispositifs de contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'Ordonnateur d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation et à l'Agent comptable de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'établissement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par l'Ordonnateur et l'Agent comptable.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

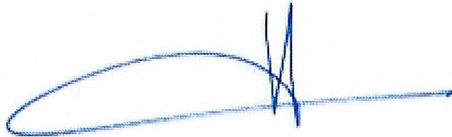
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nantes, le 12 mars 2021

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a vertical line and a horizontal stroke.

Gwenaël Lhuissier



COMPTES ANNUELS 2020

L'Agent comptable
Sylvette Vezien

SOMMAIRE

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	3
FLUX DE TRESORERIE	7
ANNEXE.....	8
PREAMBULE.....	8
I) FAITS CARACTERISTIQUES, COMPARABILITE DES COMPTES, PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION	8
I-1) FAITS CARACTERISTIQUES :	8
I-2) PRINCIPES ET METHODES D'EVALUATION APPLIQUES AUX DIVERS POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT	8
I-2-1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	9
I-2-2) SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	10
I-2-3) RATTACHEMENT DES CHARGES ET PRODUITS A L'EXERCICE	10
II) NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN	11
II-1) ACTIF IMMOBILISE.....	11
II-1-1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	12
II-1-2) IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12
II-1-3) IMMOBILISATIONS EN COURS	12
II-1-4) IMMOBILISATIONS FINANCIERES.....	12
II-2) AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS.....	12
II-2-1) AMORTISSEMENTS	13
II-2-2) DEPRECIATIONS.....	13
II-3) STOCKS ET EN-COURS	13
II-4) CREANCES.....	13
II-5) VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	14
II-6) FONDS PROPRES	14
II-7) RESERVES.....	15
II-8) PROVISIONS.....	15
II-9) DETTES NON FINANCIERES.....	15
II-10) ÉCHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES	16
III) NOTES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT	16
III-1) PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	17
III-2) CHARGES DE FONCTIONNEMENT	17
III-3) CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS.....	18
IV-4) ENGAGEMENTS HORS BILAN	18

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

BILAN - Partie ACTIF				
ACTIF	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	MONTANT NET	TOTAUX EX.ANTERIEUR
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	617 965,61	522 055,48	95 910,13	93 660,71
Immobilisations corporelles	53 806 302,26	32 326 869,88	21 479 432,38	22 990 899,48
Terrains	3 540 028,39	3 791,90	3 536 236,49	3 536 770,77
Constructions	23 374 638,46	9 536 220,35	13 838 418,11	14 931 165,23
Installations techniques, matériels, et outillages	22 212 868,34	19 469 928,93	2 742 939,41	3 346 249,89
Collections	4 180,02	3 925,29	254,73	254,73
Biens historiques et culturels	0,00		0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	4 308 578,52	3 313 003,41	995 575,11	972 977,12
Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	366 008,53	0,00	366 008,53	203 481,74
Avances et acomptes sur commandes	0,00		0,00	0,00
Immobilisations grevées de droits	0,00		0,00	0,00
Immobilisations corporelles (biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	243,92	0,00	243,92	243,92
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	54 424 511,79	32 848 925,36	21 575 586,43	23 084 804,11
ACTIF CIRCULANT				
Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	5 924 497,67	0,00	5 924 497,67	7 494 226,33
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la commission européenne	1 058 036,88		1 058 036,88	303 731,09
Créances clients et comptes rattachés	4 822 580,62	0,00	4 822 580,62	7 147 171,26
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affe	0,00		0,00	0,00
Avances et acomptes versés sur commandes	10 011,48		10 011,48	36 378,00
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00		0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs	33 868,69	0,00	33 868,69	6 945,98
Charges constatées d'avance (dont prime de	39 904,17		39 904,17	22 056,28
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	5 964 401,84	0,00	5 964 401,84	7 516 282,61
TRESORERIE				
Valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00
Disponibilités	3 480 745,14		3 480 745,14	1 998 148,46
Autres	0,00		0,00	0,00
TOTAL TRESORERIE	3 480 745,14	0,00	3 480 745,14	1 998 148,46
Comptes de régularisation	0,00		0,00	0,00
Ecart de conversion Actif	0,00		0,00	0,00
TOTAL GENERAL	63 869 658,77	32 848 925,36	31 020 733,41	32 599 235,18

BILAN - Partie PASSIF			
	PASSIF	MONTANT	TOTAUX EX.ANTERIEUR
FONDS PROPRES			
	Financements reçus	16 897 841,10	18 340 051,52
	Financement de l'actif par l'Etat	13 267 302,05	14 375 064,16
	Financement de l'actif par des tiers	3 630 539,05	3 964 987,36
	Fonds propres des fondations	0,00	0,00
	Ecart de réévaluation	0,00	0,00
	Réserves	7 795 408,83	7 779 113,05
	Report à nouveau	318 373,00	318 373,00
	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	79 824,62	16 295,78
	Provisions réglementées	0,00	0,00
	TOTAL FONDS PROPRES	25 091 447,55	26 453 833,35
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
	Provisions pour risques	0,00	0,00
	Provisions pour charges	0,00	0,00
	TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	0,00	0,00
DETTES FINANCIERES			
	Emprunts obligataires	0,00	0,00
	Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00
	Dettes financières et autres emprunts	0,00	0,00
	TOTAL DES DETTES FINANCIERES	0,00	0,00
DETTES NON FINANCIERES			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	350 043,68	420 325,03
	Dettes fiscales et sociales	416 283,44	379 608,58
	Avances et acomptes reçus	3 444 699,86	3 619 040,52
	Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers	13 200,00	4 800,00
	Autres dettes non financières	365 627,84	127 439,92
	Produits constatés d'avance	1 339 431,04	1 594 187,78
	TOTAL DETTES NON FINANCIERES	5 929 285,86	6 145 401,83
TRESORERIE			
	Autres éléments de trésorerie passive	0,00	0,00
	TOTAL TRESORERIE	0,00	0,00
	Comptes de régularisation	0,00	0,00
	Ecart de conversion Passif	0,00	0,00
	TOTAL GENERAL	31 020 733,41	32 599 235,18

Compte de résultat - Partie PRODUITS		
PRODUITS	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)	12 962 818,43	13 785 242,01
Subventions pour charges de service public	11 501 062,41	11 266 997,00
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	1 296 209,46	2 280 181,73
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Produits de la fiscalité affectée	165 546,56	238 063,28
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)	2 244 330,75	2 570 576,95
Ventes de biens ou prestations de services	2 111 897,99	2 450 650,32
Produits de cessions d'éléments d'actif	0,00	8 994,50
Autres produits de gestion	132 432,76	110 932,13
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	0,00	0,00
Autres produits	2 279 917,49	2 400 019,03
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionn	1 944,00	5 082,21
Reprises du financement rattaché à un actif	2 277 973,49	2 394 936,82
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	17 487 066,67	18 755 837,99
PRODUITS FINANCIERS		
Produits des participations et des prêts	0,00	0,00
Produits nets sur cessions des immobilisations financières	0,00	0,00
Intérêts sur créances non immobilisées	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Autres produits financier	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	0,00	0,00
RESULTAT DE L'ACTIVITE (PERTE	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS	17 487 066,67	18 755 837,99

Compte de résultat - Partie CHARGES		
CHARGES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats	2 779,33	0,00
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les	1 874 764,24	2 814 745,36
Charges de personnel		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	7 278 198,15	7 117 651,58
Charges sociales	4 735 335,70	4 670 521,77
Intéressement et participation	0,00	0,00
Autres charges de personnel	3 873,57	5 393,76
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)	460 797,35	609 326,70
Dotation aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	3 051 493,71	3 521 903,04
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	17 407 242,05	18 739 542,21
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositif d'intervention pour compte propre		
Transfert aux ménages	0,00	0,00
Transfert aux entreprises	0,00	0,00
Transfert aux collectivités territoriales	0,00	0,00
Transfert aux autres collectivités	0,00	0,00
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	0,00	0,00
Dotations aux provisions et dépréciations	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	0,00	0,00
Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	17 407 242,05	18 739 542,21
CHARGES FINANCIÈRES		
Charges d'intérêt	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Pertes de change	0,00	0,00
Autres charges financières	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	0,00	0,00
Impôt sur les sociétés	0,00	0,00
RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)	79 824,62	16 295,78
TOTAL CHARGES	17 487 066,67	18 755 837,99

FLUX DE TRESORERIE

Flux de trésorerie		
TABEAU DES FLUX DE TRESORERIE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
ENCAISSEMENTS	17 240 077,22	16 038 211,62
Produits sans contrepartie directe : subventions et produits assimilés	14 790 275,73	13 390 310,50
Produits avec contrepartie directe : produits directs d'activité	2 449 801,49	2 647 901,12
DECAISSEMENTS		
Charges de fonctionnement	14 353 548,91	15 248 982,89
Charges de personnel	12 090 865,39	11 928 239,46
Charges de fonctionnement (hors charges de personnel)	2 262 683,52	3 320 743,43
Charges d'intervention : dispositifs pour compte propre	0,00	0,00
TOTAL (I)	2 886 528,31	789 228,73
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
ENCAISSEMENTS	0,00	0,00
Cessions d'immobilisations incorporelles	0,00	0,00
Cessions d'immobilisations corporelles	0,00	0,00
Cessions d'immobilisations financières	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00
DECAISSEMENTS	1 632 501,29	1 625 852,98
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	47 539,57	11 250,00
Acquisitions d'immobilisations corporelles	1 494 736,46	1 570 711,46
Acquisitions d'immobilisations financières	0,00	0,00
Autres opérations	90 225,26	43 891,52
TOTAL (II)	-1 632 501,29	-1 625 852,98
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
ENCAISSEMENTS	768 417,94	-950 159,08
Dotations en capitaux propres	0,00	0,00
Emissions d'emprunts	0,00	0,00
Autres opérations	768 417,94	-950 159,08
DECAISSEMENTS	539 848,28	-286 823,76
Remboursements d'emprunts	0,00	0,00
Autres opérations	539 848,28	-286 823,76
TOTAL (III)	228 569,66	-663 335,32
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS GERES POUR LE COMPTE D'ORGANISMES TIERS		
ENCAISSEMENTS	0,00	0,00
DECAISSEMENTS	0,00	0,00
TOTAL (IV)	0,00	0,00
VARIATION DE TRESORERIE (V= I+II+III+IV)	1 482 596,68	-1 499 959,57
TRESORERIE A L'OUVERTURE	1 998 148,46	3 498 108,03
TRESORERIE A LA CLOTURE	3 480 745,14	1 998 148,46

ANNEXE

PREAMBULE

Cette annexe a été élaborée par l'agent comptable, chargé de la tenue des comptes de l'établissement.

Ce document est établi selon les préconisations de l'instruction comptable commune BOFIP-GCP-20-0010 du 14 décembre 2020.

Cette annexe est un document financier obligatoire qui complète et commente les renseignements fournis par le bilan et le compte de résultat.

I) FAITS CARACTERISTIQUES, COMPARABILITE DES COMPTES, PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

I-1) FAITS CARACTERISTIQUES :

- Depuis le 1^{er} janvier 2017, l'ISAE-ENSMA applique le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 instituant la nouvelle Gestion Budgétaire et Comptable Publique.
- Durant l'année 2020, le système d'information, PGI COCKTAIL a été mis à jour régulièrement afin d'intégrer les nouvelles normes comptables.
- Depuis le 1^{er} janvier 2019, la plupart des entreprises dont l'effectif est supérieur à 10 salariés dépose ses factures sur le portail CHORUS PRO. Au 1^{er} janvier 2020, les très petites entreprises (- de 10 salariés) ont à leur tour déposé leurs factures sur cette plateforme ; ce qui a éliminé tout document papier de ce type.
- La crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 a fortement impacté l'activité de l'établissement, diminuant de manière très significative certains postes en dépenses et en recettes.

I-2) PRINCIPES ET METHODES D'EVALUATION APPLIQUES AUX DIVERS POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT

Les comptes de l'ISAE-ENSMA, Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et professionnel (EPSCP) doivent être établis selon :

- Le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable (GBCP) ;
- Le recueil des règles budgétaires des organismes (RRBO) ;
- Le recueil des normes comptables des établissements publics (RNCEP) d'octobre 2017 ;

- L'instruction comptable commune annuelle du 17 décembre 2019 ;
- La circulaire annuelle relative à la gestion budgétaire et comptable publique des organismes et des opérateurs de l'Etat du 29 juillet 2019.

I-2-1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Toutes les immobilisations font l'objet d'amortissement suivant la méthode du prorata temporis dont la durée a été fixée par le conseil d'administration, excepté les collections et les terrains qui ne s'amortissent pas.

Les immobilisations sont amorties suivant le mode linéaire exclusivement, d'après les natures de biens concernées et selon un plan d'amortissement correspondant à la durée d'utilité :

Libellé	Durées d'utilité
Logiciels	3 ans
Brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	5 ans
Construction - Aménagement	
- Gros œuvre	30 ans
- Façade	30 ans
- Toiture	20 ans
- Second œuvre	20 ans
- Installation technique	15 ans
Matériel	5 ans
Outillage	8 ans
Matériel d'enseignement	8 ans
Agencements et aménagements du matériel et outillage	5 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau	8 ans
Matériel informatique (ordinateur, périphérique,...)	5 ans
Matériel informatique – Autres (serveur,...)	8 ans
Mobilier	10 ans

L'inventaire physique, relevant de la responsabilité de l'ordonnateur est régulièrement mis à jour. Le patrimoine immobilier contrôlé par ISAE-ENSMA et remis en affectation par l'Etat a fait l'objet d'une estimation réalisée par France Domaine. Cette estimation s'élève à 20 161 000€ et se décompose de la manière suivante :

- Bâtiment ENSMA : 15 840 000€
- Terrain d'assiette : 3 160 000€
- Tennis : 34 000€
- Parking : 330 000€ soit un total de 19 364 000€ mis en affectation par l'Etat
- Gymnase : 797 000€ mis à disposition par le Conseil Général 86.

En application de l'instruction de 2006 sur les actifs et en étroite collaboration avec ISAE-ENSMA, ces valeurs ont fait l'objet d'une répartition en 5 composants : structure, toitures, façades, second œuvre et Installations techniques en fonction de pourcentages votés lors du CA du 23 juin 2012.

De plus, il a été décidé que tous les travaux de bâtiments étaient comptabilisés au C/231 « travaux en cours » et faisaient l'objet d'une imputation au C/ définitif 213 au vu d'un certificat de l'ordonnateur précisant les fins de travaux afin de n'amortir que les travaux réceptionnés.

I-2-2) SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

A ce jour, toutes les subventions ayant servi à financer les immobilisations sont intégrées dans le système d'information PGI COCKTAIL (GFC compta) par une opération comptable « demande de comptabilisation » à partir d'un tableau Excel renseigné par ISAE-ENSMA et validé par l'agence comptable.

I-2-3) RATTACHEMENT DES CHARGES ET PRODUITS A L'EXERCICE

ISAE-ENSMA effectue le rattachement des charges et des produits à l'exercice depuis l'exercice 2010 afin de garantir la sincérité des comptes.

➤ Les charges :

- Les charges à payer (CAP) fournitures et immobilisations sont passées de 352 499€ en 2019 à 349 484€ en 2020 (252 370€ de CAP avec service fait dans l'outil et + 97 114€ de CAP manuelles) soit un montant stable par rapport à 2019 (-3 015€), même si le montant des CAP manuelles a fortement diminué (-154 367€ soit une baisse de 61%)
- Les charges à payer « frais de personnel » concernent principalement les vacations, les régularisations de salaires, les congés payés et le compte épargne temps. Elles sont comptabilisées au vu d'un état établi par ISAE-ENSMA pour un montant de 380 738,14€ au C/428 et connaissent une augmentation de 58 653€.
- Les charges constatées d'avance sont passées de 22 056€ en 2019 à 39 904€ en 2020. Elles concernent majoritairement les redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels (compte 6511), et dans une moindre mesure, les abonnements et contrats de maintenance.

➤ **Les produits :**

▪ Les produits perçus d'avance connaissent une baisse, passant de 1 594 188€ en 2019 à 1 339 431€ en 2020. Ils concernent essentiellement les contrats de recherche. Il est par ailleurs rappelé qu'aucun PCA n'est constaté sur les droits d'inscription.

▪ Les produits à percevoir (PAP) ont été mis en place à compter de 2010, pour toutes les recettes qui ne peuvent être justifiées par des pièces justificatives, pour tous les contrats de recherche qui sont suivis à l'avancement (l'échéance de facturation est postérieure au 31 décembre de l'année)

Ils ont très fortement diminué, passant de 6 245 385€ à 3 969 386€. Cette forte baisse est due en partie à des produits à percevoir passés en 2019, se rapportant à des contrats d'Investissement d'Avenir (Equipex) et Région (CPER) et d'un contrat important de l'ANR (projet CAPA) qui ont fait l'objet d'une recette définitive en 2020, et qu'on ne retrouve pas dans les PAP de 2020

II) NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN

II-1) ACTIF IMMOBILISE

Compte	Libellé	VB au 31-12-2019	Augmentation	Sortie	transferts	VB au 31-12-2020
20	Immo incorporelles	570 426,04	47 539,57			617 965,61
21	Immo corporelles	52 108 084,06	1 201 048,04		131 161,63	53 440 293,73
23	Immo en cours	203 481,74	293 688,42		- 131 161,63	366 008,53
27	Immo financières	243,92				243,92
TOTAL		52 882 235,76	1 542 276,03	0,00	0,00	54 424 511,79

II-1-1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

L'achat de logiciels et de licences à hauteur de 47 539,57€ a augmenté la valeur brute des immobilisations incorporelles de 8,33 %.

II-1-2) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

L'augmentation de 1 332 209,67€ s'explique principalement par :

- Les acquisitions nouvelles pour un montant de 1 201 048,04€
- Les transferts du C/23 suite à réception des travaux et matériels pour 131 161,63€

Transfert pour construction : 43 602,63€ Transfert pour matériel : 87 559€

Les immobilisations concernant l'immobilier (terrains, constructions, aménagement) représentent 49% de l'actif et le matériel scientifique et pédagogique 51 %.

Aucun bien répertorié dans l'état de l'actif de l'établissement n'a fait l'objet d'une sortie d'inventaire sur l'exercice 2020.

II-1-3) IMMOBILISATIONS EN COURS

Ce poste connaît une forte augmentation passant de 203 481,74€ en 2019 à 366 008,53€ en 2020.

Les dépenses nouvelles relatives aux travaux ou achats en cours s'élèvent à 293 688,42€, mais le transfert de certaines opérations terminées, vient diminuer ce poste de 131 161,63€.

Le solde des opérations correspond à des opérations non terminées à ce jour : 280 853,53€ sur les bâtiments, et 85 150€ sur un matériel dont la mise en service interviendra en 2021.

II-1-4) IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Le montant de 243,92€ concerne une consigne de gaz antérieure à 1998.

II-2) AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS

Les amortissements cumulés augmentent légèrement moins en 2020 qu'en 2019 (+10% en 2020 contre 12% en 2019) passant de 29 797 432€ à 32 848 925€, principalement dû à des biens présents dans l'inventaire et totalement amortis au 31/12/2019.

5. Tableau des amortissement				
Rubriques et postes	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations (dotations de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	Cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	476 765,33	45 290,15	0,00	522 055,48
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	417 107,31	35 406,63	0,00	452 513,94
Droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	59 658,02	9 883,52	0,00	69 541,54
Immobilisations corporelles	29 320 666,32	3 006 203,56	0,00	32 326 869,88
Terrains	3 257,62	534,28	0,00	3 791,90
Constructions	8 373 614,65	1 162 605,70	0,00	9 536 220,35
Installations techniques, matériels, et outillage	17 972 409,69	1 497 519,24	0,00	19 469 928,93
Collections	3 925,29	0,00	0,00	3 925,29
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	2 967 459,07	345 544,34	0,00	3 313 003,41
Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAUX	29 797 431,65	3 051 493,71	0,00	32 848 925,36

II-2-1) AMORTISSEMENTS

Le montant des amortissements 2020 s'élève à 3 051 493,71€.

II-2-2) DEPRECIATIONS

A ce jour, l'ISAE-ENSMA n'a identifié, ni comptabilisé aucune dépréciation de ses immobilisations.

II-3) STOCKS ET EN-COURS

Aucun stock n'est comptabilisé.

II-4) CREANCES

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale et sont de 5 964 645,76€.

Les créances de l'actif immobilisé sont de 243,92€ et correspondent à une caution.

L'état des créances de l'actif circulant à la clôture de l'exercice s'élève à 5 964 402€, en diminution de 1 551 881€ (7 516 283€ en 2019). Cette diminution provient principalement des produits à percevoir.

Il convient de noter que, parmi ces créances, 67% concernent des produits à percevoir (3 969 385€ : cas des contrats où les dépenses ont été réalisées avant l'émission de la recette). Ces derniers sont en diminution de 36% par rapport à 2019 (6 242 385€ en 2019) après avoir augmenté du même nombre de point l'exercice précédent (+ 36% entre 2018 et 2019).

Ci-après le détail des créances :

- Les créances liées à la facturation de prestations par ISAE-ENSMA hors produits à recevoir sont de 853 195€ dont la majeure partie concerne le domaine de la recherche, en légère diminution de 51 591€.
- Des créances liées à la formation et paiement avant ordre de payer pour 33 869€.
- Des avances versées sur commandes pour 10 011€, en diminution de 72%.
- Les autres créances liées à des subventions accordées par des partenaires : Etat, Région, département, U Européenne pour un montant de 1 058 037€, en augmentation de 252% du principalement à une créance de 465 k€ de la Région Nouvelle Aquitaine dans le cadre du CPER-FEDER.
- Des charges constatées d'avance sont comptabilisées pour un montant de 39 904€.

Le suivi du recouvrement est régulier et les poursuites (exceptionnelles) sont mises en place régulièrement.

Aucune provision pour risque n'a été comptabilisée en 2020.

II-5) VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Conformément au décret 2012-1246 du 7 novembre 2012, l'ISAE-ENSMA a l'obligation de déposer ses fonds auprès du trésor Public et ne peut placer sa trésorerie.

II-6) FONDS PROPRES

Les capitaux propres s'élèvent à 25 091 448€ en 2020 (26 453 833€ en 2019). Ils connaissent une baisse de 1 362 385€ qui s'explique principalement :

- Une augmentation des autres subventions (Région, Union Européenne...) de 671 652€
- Une subvention de l'Etat de 164 111€
- La reprise des subventions et de la contrepartie Etat et ANR de 1 271 873€ (reprise qui s'effectuent au même rythme que les biens qu'elles financent)
- La reprise des subventions autres pour 1 006 100€
- Le report à nouveau pour 318 373€ (annulation des PCA 2018 dû au changement de comptabilisation des droits d'inscriptions)
- Le résultat de l'exercice excédentaire de 79 825€

Les capitaux propres sont constitués :

- Des financements Etat pour 13 267 302 € (Valeur nette)
- Des réserves de l'établissement qui représentent le montant cumulé des résultats d'exploitation des exercices précédents pour 7 795 409€
- Du report à nouveau pour 318 373€
- Du résultat excédentaire de l'exercice 2020 pour 79 825€.
- Des subventions autres que d'Etat pour une valeur nette de 3 630 539€.

II-7) RESERVES

Les résultats d'exploitation des exercices successifs l'ISAE-ENSMA sont affectés aux comptes de réserves.

II-8) PROVISIONS

Aucune provision n'a été comptabilisée en 2020.

II-9) DETTES NON FINANCIERES

D'un montant global de 5 929 286€ en baisse de 216 116€ par rapport à 2019, principalement dû au fait du rapprochement des écritures comptables avec les factures recettes jusqu'au 7 janvier 2021.

Elles sont constituées principalement :

- Des dettes aux fournisseurs de 350 044€ correspondant aux charges à payer constatées soit automatiquement soit manuellement pour 349 484€ auxquelles sont rajoutées 2 factures prises en charges avant le 31 décembre et payées en 2021 pour un montant de 560€.
- Par les dettes sociales et fiscales pour 416 283€. Sont incluses dans ce montant les charges pour congés payés et CET qui augmente sensiblement par rapport à 2019 de 49 791€.
- Par les produits constatés d'avance pour un montant 1 339 431€ qui comprend entre autre les contrats de recherche, en légère diminution par rapport en 2019.
- Les avances perçues dans le cadre des contrats de recherche pour 3 444 700€ en légère baisse par rapport à 2019 (-174 341€).
- Autres dettes (365 628€) : un rejet de virement de 950, des recettes perçues avant émission du titre 5 903€, et des recettes à classer pour 358 775€.
- Dettes pour opérations pour comptes de tiers pour 13 200€

II-10) ÉCHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

8. Tableau des créances			
Rubriques et postes	Montants	Degré de liquidité de l'actif	
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	243,92	0,00	243,92
- Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00
- Prêts	0,00	0,00	0,00
- Autres créances immobilisées	243,92	0,00	243,92
		0,00	0,00
Créances de l'actif circulant	5 964 401,84	5 585 625,16	378 776,68
- Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	1 058 036,88	934 135,09	123 901,79
- Créances clients et comptes rattachés	4 822 580,62	4 600 428,22	222 152,40
- Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00	0,00	0,00
- Avances et acomptes versés sur commandes	10 011,48	10 011,48	0,00
- Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00
- Créances sur les autres débiteurs	33 868,69	1 146,20	32 722,49
- Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	39 904,17	39 904,17	0,00
TOTAUX	5 964 645,76	5 585 625,16	379 020,60

9. Tableau des dettes				
Rubriques et postes	Montants	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Echéance à plus de 5 ans
Dettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
- Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00	0,00
- Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dettes financières et autres emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
Dettes non financières	5 929 285,86	3 944 463,57	1 822 439,73	162 382,56
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	350 043,68	350 026,05	17,63	0,00
- Dettes fiscales et sociales	416 283,44	416 283,44	0,00	0,00
- Avances et acomptes reçus	3 444 699,86	1 467 210,40	1 815 106,90	162 382,56
- Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	13 200,00	13 200,00	0,00	0,00
- Autres dettes non financières	365 627,84	358 312,64	7 315,20	0,00
- Produits constatés d'avance	1 339 431,04	1 339 431,04	0,00	0,00
TOTAUX	5 929 285,86	3 944 463,57	1 822 439,73	162 382,56

III) NOTES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

Le résultat de l'exercice 2020 est bénéficiaire de 79 824,62€.

III-1) PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

Les produits de fonctionnement s'élèvent à 17 487 067€. Ils connaissent une diminution par rapport à 2019 (18 755 838€) de 1 268 771€.

Ils sont constitués

- **Des subventions de fonctionnement** qui passent de 13 547 179€ en 2019 à 12 797 272€ en 2020. Elles représentent 73 % des produits d'exploitation. Cette baisse (749 907€) s'explique principalement :
 - Par l'augmentation de la dotation globale de l'Etat qui passe de 11 266 997€ en 2019 à 11 498 153€ en 2020 soit + 231 156€.
La subvention du Ministère représente 90 % de l'ensemble des subventions d'exploitation, soit 66% des produits d'exploitation.
 - Par une forte diminution des subventions en provenance de l'état et autres entités publiques qui passent de 2 280 182€ en 2019 à 1 296 209€ (-983 972€).
- **Des produits avec contrepartie directe** (droits de scolarité, prestations de recherche, de recettes de colloques et autres produits) pour 2 244 331€ (2 570 577€ en 2019). Elles représentent 13% des produits de fonctionnement.
Sont comptabilisés :
 - Les prestations de recherche qui passent de 1 821 665€ en 2019 à 1 406 558€ (-415 107)
 - Les droits d'inscriptions qui passent de 549 578€ en 2019 à 479 699€ (-69 879€)
 - Les formations pour 124 715€
 - Les produits d'activités de 100 926€
 - Les autres produits divers (revenus des immeubles, annulation de demandes de paiement antérieurs, formation continue, activités annexes ...) pour un montant de 132 432€ (110 932€ en 2019)
- **Par les produits sans contrepartie directe** : 165 547€
 - Des recettes liées à la taxe d'apprentissage pour 114 829€ (193 421€ en 2019)
 - La contribution vie étudiante et campus pour 50 717€
- **Par les autres produits** : 2 279 917€ correspondant à la reprise sur amortissements et financement rattaché à un bien de l'actif (-120 102€ par rapport à l'exercice précédent)

III-2) CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Leur montant s'élève à 17 407 242€ contre 18 739 542€ en 2019, en diminution de 1 332 300€

La dotation aux amortissements de 3 051 494€ diminue de 463 491€, le montant des charges réelles de 14 355 748€ diminue de 868 809€ :

- **Coûts de personnel** : 12 130 438€ en légère augmentation de 1,85% soit +224 036€ (11 906 402€ en 2019).

Sont comprises dans ces coûts :

Les charges à payer pour congés payés pour 264 890€ (215 099€ en 2019)

Les charges à payer en 2020 sur des rémunérations se rapportant à 2019 pour un montant de 115 849€ (106 987€ en 2019).

Ces coûts représentent 84% des charges réelles.

- **Les autres dépenses** : 2 225 310€ en très forte diminution de 33% soit -1 092 845€. La crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 explique très largement les baisses de dépenses des différents chapitres ci-dessous :
 - Achats non stockés d'un montant de 703 244€ (846 071€ en 2019 soit une baisse de 142 827€ due en grande partie à la baisse des consommations de fluide et à la forte diminution des acquisitions de matériels d'enseignement et de recherche)
 - Missions et colloques pour 85 186€ (621 859€ en 2019 soit une baisse de 86% pour 536 673€)
 - Autres achats externes et taxes d'un montant global de 1 100 404€, avec une baisse de 262 576€ due en grande partie à la diminution des acquisitions et de la maintenance des matériels et outillages (-64 000€), aux honoraires en baisse de 27 000€ ; aux frais de transport entre établissements et de personne en chute de 47 000€ et aux baisses des frais de réception (-38 000€) et postaux (-15 000€).
 - Autres charges de gestion pour 301 652€, en baisse de 154 076€.
 - Le FIPHP pour 32 045€ contre 31 517€ en 2019

Il convient de préciser que la charge d'amortissements de 3 051 494€ est financée, en partie, par la reprise des subventions au compte de résultat pour 2 277 973€.

III-3) CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

L'ISAE-ENSMA n'a aucune charge financière et ne bénéficie d'aucun revenu financier.

IV-4) ENGAGEMENTS HORS BILAN

Aucun engagement hors bilan n'est recensé au 31-12-2020